

République du Cameroun
Paix – Travail – Patrie

**Ministère de l'Economie de la
Planification et de l'Aménagement du
Territoire**

Secrétariat Général

**Programme National de
Développement Participatif**



Republic of Cameroon
Peace – Work - Fatherland

**Ministry of Economy, Planning
and Regional Development**

General Secretariat

**National Community Driven
Development Program**

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES

Exercice 2010

Janvier 2011

Sommaire

SOMMAIRE.....	2
RESUME EXECUTIF.....	4
INTRODUCTION.....	6
CHAPITRE I : MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES SUR PERIODE EN COURS.....	7
1.1 . APERÇU DES PRINCIPAUX INDICATEURS INTERMEDIAIRES	7
1.2 . PRINCIPALES REALISATIONS PAR COMPOSANTE	10
1.2.1. COMPOSANTE 1 : APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL (ALLOCATIONS)	10
1.2.1.1. Allocations de fonds aux communes	10
1.2.1.2. Microprojets de capitalisation de la phase 1	12
1.2.2. COMPOSANTE 2 : APPUI AUX COMMUNES DANS LE CADRE DE LA DECENTRALISATION.....	14
1.2.3. COMPOSANTE 3 : COORDINATION, GESTION, SUIVI EVALUATION, COMMUNICATION	16
1.2.3.1. Coordination	17
1.2.3.2. Gestion administrative.....	17
1.2.3.3. Gestion financière	18
1.2.3.4. Passation des marchés	18
1.2.3.5. Suivi Evaluation	18
1.2.3.6. Ateliers et formations du personnel et autres partenaires du Programme.....	19
1.2.3.7. Communication	20
1.2.3.8. Aspects socio-environnementaux.....	20
1.2.4. MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE GESTION DURABLE DES TERRES.....	23
1.2.4.1. Composante 1	23
1.2.4.2. Composante 2.....	23
1.2.4.3. Composante 3.....	23
CHAPITRE II : ACTIVITES EN PERSPECTIVES.....	27
2.1. PNDP	27
2.2. PGDT.....	27
CHAPITRE IV : PROBLEMES RENCONTRES ET SOLUTIONS ENVISAGEES	28
3.1. PNDP	28
3.2. PGDT.....	28
CHAPITRE V : ANNEXE	29
3.3. BILAN DETAILLE PAR REGION	29
3.3.1. BILAN DETAILLE CNC	29
3.3.2. BILAN DETAILLE ADAMAOUA.....	35
3.3.3. BILAN DETAILLE CENTRE	36
3.3.4. BILAN DETAILLE EST	37
3.3.5. BILAN DETAILLE EXTREME NORD	38
3.3.6. BILAN DETAILLE LITTORAL	39
3.3.7. BILAN DETAILLE NORD.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.3.8. BILAN DETAILLE NORD OUEST	40
3.3.9. BILAN DETAILLE OUEST	41
3.3.10. BILAN DETAILLE SUD.....	42
3.3.11. BILAN DETAILLE SUD OUEST	43
3.4. TABLEAU DETAILLEE DES MICROPROJETS CLASSIQUES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.5. TABLEAU DETAILLE DES MICROPROJETS PGDT.....	44
3.6. TABLEAU DETAILLE DES FORMATIONS DE LA PERIODE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.7. TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES DU PROJET POUR LA PERIODE ECOULEE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AER	Agence d'Electrification Rurale
AFD	Agence Française de Développement
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CCS/PPTE	Comité Consultatif et de Suivi de la gestion des ressources PPTE
CEFAM	Centre de Formation de l'Administration Municipale
CNOP	Comité National d'Orientation et de Pilotage
CNC	Cellule Nationale de Coordination
COMES	Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels
CRC	Cellule Régionale de Coordination
CPAR	Comité Paritaire d'Approbation et de supervision de niveau Régional
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
FEICOM	Fonds spécial d'Equipeement et d'Intervention intercommunale
FME	Fonds Mondial pour l'Environnement
GEF	Global Environment Facility
GTZ	Coopération Technique Allemande
IDA	International Development Association
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEP	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINFI	Ministère de l'Economie et des Finances
MINEPIA	Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	Ministère de la Forêt et de la Faune
MINEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINT	Ministère des Transports
OAL	Organismes d'Appui Local
ONG	Organisation non Gouvernementale
PADDL	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
PCD	Plan de Développement Communal
PGDT	Projet de Gestion Durable des Terres
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel

RESUME EXECUTIF**1. Contexte de la période**

L'année 2010 a été caractérisée par la capitalisation des activités résiduelles de la première phase du PNDP notamment le suivi de l'exécution des microprojets non encore achevés et le financement des microprojets spécifiques et correcteurs. Les activités effectives de la phase 2 ont concerné : la mise en place des équipes régionales à travers le recrutement et la formation des cadres régionaux, l'acquisition du mobilier de bureau et du matériel roulant et informatique pour le personnel tant au niveau régional que central. Ces activités ont été sous-tendues par plusieurs tâches de passation des marchés, conformément au plan de passation des marchés validé au cours de l'année 2010. Les activités directement au profit des bénéficiaires ont concerné : la signature des conventions pour l'élaboration des Plans Communaux de Développement et des activités connexes, la sélection des Organismes d'Appui Local chargés d'accompagner les 88 communes dans le processus de planification et le lancement des activités de planification sur le terrain. L'année 2010 a également connu des avancées pour ce qui est du Projet de Gestion Durable des Terres, avancées qui ont plaidé en faveur d'une prorogation au 31 mars 2012 de la date de clôture initialement prévue pour le 31 mars 2011.

De façon globale, à l'issue de cette première année de mise en œuvre de la 2^{ème} phase, les indicateurs du cadre de résultat qui auront connu une évolution sont ceux ayant un lien avec la capitalisation de la phase I.

En effet, s'agissant de l'Objectif de Développement du Programme, les indicateurs y relatifs ne sont pas encore quantifiables étant donné qu'aucun microprojet n'a encore été mis en œuvre dans le cadre de la phase 2. Cependant, la capitalisation des actions de la phase I, notamment les microprojets qui étaient en cours à la fin de la phase I, a permis d'améliorer les indicateurs se rapportant aux populations additionnelles ayant bénéficié des services sociaux de base.

Les résultats intermédiaires n'ont pas évolué non plus à l'exception de ceux rattachés aux microprojets de la phase I qui ont été achevés en 2010.

Pour ce qui est de la mise en œuvre des activités, 88 conventions ont été signées avec les nouvelles communes ciblées pour 2010. Les fonds ont été virés dans les comptes joints ouverts par les communes concernées et le PNDP. Des Organismes d'Appui Local ont été recrutés et sont sur le terrain pour la planification dans les 88 communes.

Chacune des dix (10) Cellules Régionales du Programme a été dotée en matériels et mobiliers de bureau. Treize véhicules ont été acquis et répartis dans les 11 unités de gestions, y compris la CNC.

Dans le cadre de la consolidation des opérations de la phase I, le PNDP a financé au total 62 nouvelles conventions de cofinancement de microprojets au cours de l'année 2010. Avec ces nouvelles conventions, le portefeuille du PNDP est porté de 689 en décembre 2009, à 751 microprojets dont 484 achevés, 175 en cours d'exécution et 92 qui sont soit au stade de la passation des marchés, soit en attente de virement des fonds.

Au titre de la mise en œuvre du Plan de Gestion Durable des Terres, sur des valeurs cibles de 200 microprojets communautaires et 40 microprojets communaux attendus à la fin du Projet, le PNDP compte au 31 décembre 2010 un stock de 236 microprojets communautaires et 29 microprojets communaux soit au total 265 microprojets. De ces microprojets, 40 ont été

achevés dont 36 communautaires et 4 communaux, 188 sont en cours d'exécution et 37 sont en instance de passation des marchés.

Pour l'année 2011, l'orientation stratégique retenue par le Programme et ses partenaires est l'élaboration des Plans Communaux de Développement dans toutes les 90 communes restantes des 4 nouvelles régions. En plus, le Programme va poursuivre le suivi des OAL pour l'élaboration des PCD dans les 88 communes de 2010, ainsi que les activités courantes de suivi et supervision des activités. Le Plan de Travail et Budget Annuel 2011 prévoit la mise en œuvre des activités non réalisées au cours de l'année 2010, notamment l'étude sur la situation de référence, l'audit technico financier sur base d'échantillon. Il est également prévu pour l'année 2010 quelques équipements additionnels pour améliorer l'exécution des activités sur le terrain.

INTRODUCTION

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) un outil mis en place par le Gouvernement avec l'aide de ses partenaires techniques et financiers pour améliorer les conditions de vie des populations en milieu rural.

Objectif du Programme

L'objectif du PNDP pour la deuxième phase reste le même que celui de la première. Il s'agit d'améliorer l'accès aux services sociaux spécifiques de base (santé, éducation, eau et assainissement) dans les communes cibles et d'étendre l'appui au processus de décentralisation en cours dans les nouvelles régions.

Financement

S'agissant des ressources, les sources de financement de la 2^{ème} phase du PNDP par les bailleurs sont : (i) le Gouvernement camerounais à travers le BIP, les fonds de la remise de la dette bilatérale et multilatérale ; (ii) la Banque mondiale à travers le Crédit IDA Cr-4593 CM ; (iii) les bénéficiaires qui contribuent en espèce et/ou en nature pour le financement de leurs microprojets. A ces financements s'ajoutent les montants résiduels du financement de la première phase par la KfW et le FEM..

Composantes

Les trois composantes du PNDP dans le cadre de sa deuxième phase sont : (i) *l'appui financier au développement local* qui est un fonds mis à la disposition des communes sous forme d'une allocation budgétaire prévu pour, entre autres, préparer les Plans Communaux de Développement, cofinancer des microprojets identifiés par le biais d'un diagnostic participatif, prendre en charge de manière dégressive deux agents communaux ; (ii) *l'appui aux communes dans le cadre de la décentralisation* dont l'objectif est de poursuivre l'amélioration du cadre législatif et réglementaire de la décentralisation et renforcer les capacités techniques et opérationnelles des communes, afin de leur permettre de s'ancrer de façon efficace dans la mouvance de la décentralisation ; (iii) *la coordination, la gestion, le suivi-évaluation et la communication*.

Plan de couverture

Au cours de la première phase, le PNDP a déployé ses actions dans 155 communes de 6 régions (l'Adamaoua, le Centre, l'Ouest, le Nord le Sud et l'Extrême Nord). Avec la seconde phase, le Programme couvre désormais les 10 régions et compte déployer ses activités dans 329 communes.

L'année 2010 a été consacrée à la capitalisation des actions de la phase 1, au lancement effectif des activités de la phase 2 et à la poursuite des activités du Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT).

Le présent rapport retrace, les actions menées au cours de l'année 2010 aussi bien pour ce qui est de la consolidation des résultats de la phase I y compris le PGDT, que de la mise en œuvre effective des activités de la deuxième phase.

CHAPITRE I : MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES SUR PERIODE EN COURS**1.1. Aperçu du cadre de résultat du Programme****Tableau 1 : Indicateurs intermédiaires et d'impact du PNDP**

	Indicateurs de résultats	Situation de référence (résultats obtenus à la fin de la 1 ^{ère} phase)	Valeur Cible additionnelle pour la phase II	Valeur Cible fin 2010	Valeur atteinte au 30 novembre 2010	Taux d'exécution fin 2010	Taux d'exécution global	Observation
PDO : Amélioration de la fourniture de services sociaux de base spécifique dans des communes cibles et extension du processus en cours en vue de soutenir la décentralisation dans les nouvelles régions	50% des communes éligibles ayant déjà mise en œuvre les sous-projets ont amélioré leur taux de couverture de services sociaux de base d'au moins 5% dans l'un des quatre secteurs ci-après : la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau et la salubrité	30	(50% communes)	NA	Pas encore mesurée	Pas encore mesurée	Pas encore mesurée	
	Nombre d'élèves ayant un meilleur accès aux infrastructures scolaires dans la zone du projet	9 900	20 100	NA	3 969	(Pas de valeur cible en 2010) ^o	46,20%	Les valeurs sont calculées sur la base des données collectées par les cadres régionaux à travers les données contenues dans les requêtes de financement. Ces données sont ensuite consolidées au niveau national.
	nombre de personnes ayant un meilleur accès aux infrastructures sanitaires dans la zone du projet	28 000	102 000	NA	38 500	(Pas de valeur cible en 2010) ^o	51,20%	Les valeurs sont calculées sur la base des données collectées par les cadres régionaux à travers les données contenues dans les requêtes de financement. Ces données sont ensuite consolidées au niveau national.
	Nombre de personnes ayant un meilleur accès à un point d'eau	50 000	70 000	10 000	5 153	51,5%	46,00%	Les valeurs sont calculées sur la base des données collectées par les cadres régionaux à travers les données contenues dans les requêtes de financement. Ces données sont ensuite consolidées au niveau national.
	Nombre de ménages ayant un meilleur accès aux routes de dessertes et aux services sociaux dans la zone du projet	207 000	193 000	43 000	14 321	33,30%	55,30%	Les valeurs sont calculées sur la base des données collectées par les cadres régionaux à travers les données contenues dans les requêtes de financement. Ces données sont ensuite consolidées au niveau national.
	Les communes éligibles (99) dans les nouvelles régions qui ont préparé un PCD de qualité acceptable pour l'IDA. (%)	0%	90%	90%	0%	0%	0,00%	Le processus de recrutement des OAL qui vont permettre l'élaboration des 88 PCD de 2010 est en cours. L'option d'élaboration de tous les 90 PCD

	Indicateurs de résultats	Situation de référence (résultats obtenus à la fin de la 1 ^{ère} phase)	Valeur Cible additionnelle pour la phase II	Valeur Cible fin 2010	Valeur atteinte au 30 novembre 2010	Taux d'exécution fin 2010	Taux d'exécution global	Observation
								restant d'ici fin 2011 se heurte au plafond actuel du compte spécial.
Résultats intermédiaires	Indicateurs de résultats pour chaque composante							
1. Appui au développement local	nombre communes bénéficiant des subventions du projet (désagregés en nouveaux et ancien)	155	174	243 dont 88 nouvelles	243 dont 88 nouvelles	100%	73,90%	
	Nombre de nouveaux PCD mis en œuvre	0	140	88	0	0,00%	0,00%	Le processus d'élaboration des nouveaux PCD (88) est en cours et sera achevé d'ici avril 2011 dans la majorité de ces communes
	Pourcentage de communes soutenues par le projet ayant pris en compte les priorités d'investissement dans les plans de développement communaux et leur budget	155 (100%)	174	100%	0	0	47,70%	Le recrutement des agents communaux permettra de s'assurer que les investissements découlent des PCD
	Microprojets ayant intégré les mesures environnementales et sociales requises (%)	80%	100%	NA	NA	NA	100%	Les microprojets correcteurs sont en cours de mise en œuvre dans les projets identifiés
	Nombre de points d'eau construits en zones rurales dans les régions couvertes par le projet	262	338	78	286	367%	91,30%	Pour la 2 nd phase, aucun nouveau microprojet n'a encore été mis en œuvre. Les valeurs additionnelles sont issues des microprojets non achevés en fin de phase 1
	Nombre salles de classe bâties et/ou	232	238	38	93	244,74%	69,10%	
	nombre d'infrastructures sanitaires, construite, réhabilité ou équipé	16	44	9	22	244%	63,30%	
	Longueur des pistes rurales réhabilitées (km)	159	241	41	11	27%	42,50%	
	Nombre de plan d'aménagement et de gestion des terres préparé	0	100	10	0	0	0,00%	La nouvelle approche d'élaboration des PCD intègre désormais la cartographie. Ceci permettra à terme d'élaborer les plans d'aménagement dans les 329 communes
2. Appui à la décentralisation au niveau des communes	Nombre de communes disposant d'un mécanisme de contrôle citoyen de la gestion des subventions et d'un système d'information publique opérationnel	ND	195	10	0	0,00%	0,00%	Les réflexions sont en cours pour la conception d'un outil d'évaluation des communes par les populations (citizen report cards)
3. Coordination, Gestion, Communication, Suivi et Evaluation	Les rapports d'audits financiers externes sont préparés dans les délais et sans aucune réserve majeure (%)	100%	100%	100%	100%	100%	100,00%	L'audit financier externe des comptes 2009 a été transmis à la Banque à date
	Un audit technique et financier au moins sur l'utilisation de la subvention et la qualité des résultats est effectué chaque année (Oui / Non)	-	Oui	Oui	Non	Non	Non	La Banque mondiale a fait des observations sur les TDR qui ont été amendés et retransmis pour avis de non objection
	Une base de données sur la qualité des Prestataires de service est créée et mise à la disposition du	-	Oui	Oui	Non	Non	Non	Une évaluation des OAL est en cours (TDR élaborés et sélection du consultant en cours).

	Indicateurs de résultats	Situation de référence (résultats obtenus à la fin de la 1 ^{ère} phase)	Valeur Cible additionnelle pour la phase II	Valeur Cible fin 2010	Valeur atteinte au 30 novembre 2010	Taux d'exécution fin 2010	Taux d'exécution global	Observation
	grand publique (Oui / Non)							Elle sera complétée par une évaluation des prestataires y compris les coachs.
	Suivi biannuel/des rapports d'évaluation sont produits dans les délais convenus (Oui / Non)	Oui	Oui	Oui	Oui		Oui	PM

Objectif de Développement du Programme. Les indicateurs y relatifs ne sont pas encore quantifiables étant donné qu'aucun microprojet n'a encore été mis en œuvre dans le cadre de la phase 2. Cependant, la capitalisation des actions de la phase I, notamment les microprojets qui étaient en cours à la fin de la phase 1, a permis d'améliorer les indicateurs se rapportant aux populations additionnelles ayant bénéficié des services sociaux de base.

Résultats intermédiaires. Ils n'ont pas évolué non plus à l'exception de ceux rattachés aux microprojets de la phase 1 qui ont été achevés et dont les résultats capitalisés en 2010 à savoir le nombre d'infrastructures mis en œuvre (salles de classe, piste rurales, centre de santé, etc.).

Les indicateurs n'ayant pas connu une évolution du fait que l'année 2010 a été une année de démarrage sont :

- (i) Le nombre de nouveaux PCD élaborés ainsi que du nombre de nouveaux PCD mis en œuvre. Le processus d'élaboration des PCD dans les 88 communes de l'année 2010 est en cours et devrait aboutir d'ici au mois d'avril 2011 ;
- (ii) Le nombre de communes soutenues par le PNDP et prenant en compte les priorités des PCD dans leurs budgets. Cet indicateur est également lié à l'élaboration du PCD de la commune ;
- (iii) Le nombre de plan d'aménagement élaboré. L'approche du PNDP pour la réalisation de cette activité a été revue.

1.2. Principales Réalisations par Composante

La mise en œuvre des activités au cours de l'exercice 2010 se présente par composante ainsi qu'il suit :

1.2.1. Composante 1 : Appui au Développement Local (Allocations)

Cette composante vise à contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques y compris l'accroissement de la productivité des ressources naturelles de base et à l'augmentation des revenus des populations dans les communes appuyées par le PNDP.

Pour l'année 2010, le Plan de Travail et Budget Annuel prévoyait au titre de cette composante :

- (i) **le financement de 88 communes sous formes d'allocations**, à travers: (a) la réalisation d'un diagnostic préliminaire pour déterminer dans chacune des 88 communes, les valeurs de référence des indicateurs clés du cadre de résultat ; (b) l'élaboration et la signature des conventions de collaboration avec les communes pour l'élaboration du PCD et activités connexes, (c) le virement des fonds ; (d) l'appui aux communes dans la sélection des OAL pour l'élaboration des plans de développement; (e) la réalisation des études de faisabilité, (f) l'approbation par les Conseils Municipaux Elargis aux Sectoriels (COMES) des PCD et des requêtes de financement des microprojets issues des études de faisabilité, (g) l'appui à la passation des marchés au niveau communal.
- (ii) **le financement direct de 129 ?? microprojets** en vue de renforcer les acquis enregistrés dans le cadre de la phase 1. Il s'agit des microprojets correcteurs identifiés lors des évaluations socio-environnementales et des microprojets « spécifiques » visant à améliorer la fonctionnalité des ouvrages précédemment réalisés.

S'agissant des prévisions temporelles, il était attendu que les premières allocations soient virées au premier semestre 2010, que les microprojets de la phase I en cours d'exécution soient tous réceptionnés à la fin du 3^{ème} trimestre 2010 et que les microprojets de capitalisation inscrits dans le PTBA 2010 soient réceptionnés d'ici fin décembre 2010.

A la fin de cette année 2010, l'exécution des activités de la composante 1 se présente comme indiqué ci après :

1.2.1.1. Allocations de fonds aux communes

(i) Signature des conventions et virement des fonds

Les 88 conventions prévues ont été signées avec les communes avant la fin du premier semestre et la première tranche de l'allocation a été virée dans les comptes joints de chacune de des communes concernées.

Région	Nombre de communes prévues	Nombre de conventions signées	Taux d'exécution
Adamaoua	3	3	100%
Centre	19	19	100%
Est	4	4	100%
Extrême Nord	24	24	100%
Littoral	3	3	100%
Nord	7	7	100%
Nord Ouest	7	7	100%

Région	Nombre de communes prévues	Nombre de conventions signées	Taux d'exécution
Ouest	10	10	100%
Sud	5	5	100%
Sud Ouest	6	6	100%
TOTAL	88	88	100%

(ii) Appui aux communes dans la sélection des OAL

Dans le cadre de l'appui aux communes dans la sélection des OAL pour les nouvelles régions, un appel à manifestation d'intérêt publié par le Coordonnateur National du PNDP en date du 12 mai 2010 avec date limite de dépôt fixée au 11 juin 2010, avait permis d'élaborer les listes restreintes par commune. Les Commissions Communales ont été appuyées par le Programme dans la préparation des Demandes de Proposition et les soumissionnaires des listes restreintes ont été consultés. Des OAL ont été recrutés pour 86 des 88 communes à la fin du troisième trimestre 2010. Le quatrième trimestre a été marqué par le démarrage effectif de la prestation des OAL dans les différentes communes. Il est attendu conformément aux chronogrammes prévisionnels arrêtés avec les OAL dans les régions, que les 86 PCD soient livrés au plus tard en fin avril 2011.

Le tableau ci-dessous fait le point sur l'élaboration des PCD dans le cadre de la mise en œuvre du PNDP pour les deux phases du Programme.

Tableau N° 2 : Situation des PCD par région

Région	Nombre de PCD (phase I)	Nombre de PCD (phase II)	TOTAL PNDP
AD	17	0	17
CE	45	0	45
EN	23 dont 11 élaborés par le PNDP	0	11 Des 23 communes couvertes, 12 disposaient des PCD élaborés par d'autres partenaires
NO	14	0	14
OU	30	0	30
SU	18	0	18
SW	0	0	0
NW	0	0	0
LT	0	0	0
ES	0	0	0
TOTAL	147	0	135

(iii) Etudes de faisabilité

Le PNDP a réceptionné le rapport final de l'étude sur les plans types et les référentiels des ouvrages au cours de l'année 2010. Le résultat de cette étude sera utilisé pour la réalisation des études de faisabilité des microprojets tout au long de la 2^{ème} phase.

Au cours de l'année 2010, les seules études de faisabilité réalisées concernent les microprojets de capitalisation de la phase I, à savoir les microprojets correcteurs et les microprojets spécifiques. Au total, les 153 études de faisabilité ont été élaborées se répartissent ainsi qu'il suit :

Région	Nombre d'étude de faisabilités prévues	Nombre d'étude de faisabilités réalisées	Taux d'exécution
--------	--	--	------------------

Région	Nombre d'étude de faisabilités prévues	Nombre d'étude de faisabilités réalisées	Taux d'exécution
AD	20	0	0%
CE	28	4	14,3%
EN	68	30	44,1%
NO	63	81	128,6%
OU	17	27	158,8%
SU	16	11	68,7%
TOTAL	212	153	72,2%

(iv) Signature des conventions de cofinancement

Les études de faisabilités préparées feront l'objet de conventions et seront financées sur fonds de l'Etat. Au 31 décembre 2010, 62 conventions ont été signées sur les 153 études de faisabilité et _ ???_ ont reçu les fonds dans les comptes ouverts à cet effet. Dans le cadre du financement des microprojets à travers les allocations, conformément au mode opératoire de la 2^{ème} phase, aucune commune n'est encore parvenue au stade de la signature des conventions pour le financement des microprojets. Des conventions sont en cours de préparation pour le financement de microprojets dans les communes qui sont entrées au PNDP en 2007, disposant déjà des PCD et ayant réalisé sur fonds propre des études de faisabilité.

(v) Virement des allocations

Les fonds ont été virés dans les comptes de toutes les 88 communes au troisième trimestre 2010. La situation de virement des fonds est détaillée en annexe. Ces fonds sont en cours d'utilisation dans les communes pour le paiement des OAL et l'appui aux conseils municipaux et commissions de passation des marchés.

(vi) Appui à la passation des marchés au niveau communal

Le Programme a accompagné les 88 communes de l'année 2010 dans le processus de sélection des OAL pour la réalisation des plans dans les communes, ainsi que dans le recrutement des prestataires en vue de la réalisation des microprojets de capitalisation de la phase I.

1.2.1.2. Microprojets de capitalisation de la phase 1

Au titre des microprojets de la phase I, le tableau suivant présente l'état d'avancement de la mise en œuvre des microprojets.

Tableau N°3: Evolution de la mise en œuvre des microprojets issus de la phase 1

	Situation des microprojets au 31 décembre 2009	Situation au 30 juin 2010	Situation au 30 septembre 2010	Situation au 31 décembre 2010
Nombre total conventions signées	689	689	689	751
Non démarrées	150	42	42	42
En cours	198	220	182	172
Achevées	341	427	465	484
Montant total conventions signées	15341584449	15 341 584 449	15 341 584 449	15 341 584 449
Non démarrées	2 767 970 301	1 142 150 229	1 142 150 229	1 142 150 229
En cours	4 126 871 085	4 210 981 278	3 483 629 966	3 414 495 744
Achevées	8 446 743 063	9 976 466 153	10 715 804 255	10 784 938 476

Au titre de nouveaux microprojets, le tableau suivant présente l'état d'avancement de la mise en œuvre des microprojets dont les conventions ont été signées au cours de l'année 2010.

Tableau N°4 : Etat de financement de nouveaux microprojets en 2010.

	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	Total
Nombre total conventions signées	1	2	4	55	62
Non démarrées	1	2	4	43 (dont 2 dans le cadre des allocations)	50 (dont 2 dans le cadre des allocations)
En cours				3	3
Achevées				9	9
Montant total conventions signées	66 960 580	29 796 248	59592496	2 342 401 979	2 519 791 014
Non démarrées	66 960 580	29 796 248	59592496	2 110 965 155	2 267 314 479
En cours				63 119 134	63 119 134
Achevées				189 357 401	189 357 401

Il ressort de ce tableau qu'au cours de l'année 2010, 62 nouvelles conventions ont été signées, dont 1 au 1^{er}, 2 au 2nd, 4 au troisième et 55 au quatrième trimestre 2010. L'exécution de 50 de ces microprojets est au stade de la passation des marchés, 3 sont en cours d'exécution et 9 sont achevés.

Tableau N°5 : Situation consolidée des microprojets au 31 décembre 2010

	Situation actuelle des MP financés jusqu'au 31 décembre 2009	Situation des MP financés au cours de l'année 2010	Cumul vie du projet
Nombre total	689	62	751
Non démarrées	42	50	92
En cours	172	3	175
Achevées	475	9	484
Montant total	15 341 584 449	2 519 791 014	17 861 375 463
Non démarrées	1 142 150 229	2 267 314 479	3 409 464 708
En cours	3414495744	63 119 134	3 477 614 878
Achevées	10784938476	189 357 401	10 974 295 877
Nombre par Secteur	689	62	751
Education	187	30	217
Santé	50	0	50
Hydraulique	282	22	304
Agriculture		0	
Electrification	80	4	84
Transport	35	1	36
Elevage		0	
Promotion femme	6	0	6
Gestion Ressources naturelle	1	0	1
Sport et loisir	16	0	16
Infrastructures marchandes	32	5	37
Montant total par Secteur	15 341 584 449	2 519 791 014	17 861 375 463
Education	4 163 826 258	997 183 696	5 161 009 954
Santé	1 113 322 529	75 850 272	1 189 172 800

	Situation actuelle des MP financés jusqu'au 31 décembre 2009	Situation des MP financés au cours de l'année 2010	Cumul vie du projet
Hydraulique	6 279 139 063	951 031 564	7 230 170 627
Agriculture	-	-	-
Electrification	1 781 316 046	216 494 258	1 997 810 305
Transport	779 325 770	76 878 646	856 204 416
Elevage	-	-	-
Promotion femme	133 598 703	9 102 033	142 700 736
Gestion Ressources naturelle	22 266 451	1 517 005	23 783 456
Sport et loisir	356 263 209	24 272 087	380 535 296
Infrastructures marchandes	712 526 419	167 461 454	879 987 872

En fin 2010, le Programme compte un total de 751 conventions signées pour le cofinancement des microprojets avec les communes et leurs communautés. De ces 751 conventions, 484 microprojets sont achevés et fonctionnels, 175 sont en cours d'exécution et 92 n'ont pas encore démarré en raison du processus de passation des marchés relativement long et parfois infructueux.

1.2.2. Composante 2 : Appui aux Communes dans le cadre de la Décentralisation

Cette composante vise à renforcer les capacités de l'institution communale dans le processus de décentralisation à travers l'amélioration du cadre légal et réglementaire. Elle vise également le renforcement des capacités des communes et d'autres acteurs locaux tels que les Organismes d'Appui Local (OAL), les équipes pluridisciplinaires des services déconcentrés des ministères sectoriels et les prestataires de services, afin qu'ils puissent promouvoir efficacement le développement local.

Pour l'année 2010, le PNDP s'est proposé de mettre en œuvre : (i) les conclusions de l'étude sur la définition du cahier de charges de la solution informatique adaptée permettant la gestion comptable et financière conformément au nouveau plan sectoriel comptable des communes; (ii) la formation des maîtres d'ouvrage et des membres des commissions de passation des marchés placées auprès des communes en collaboration avec l'ARMP, essentiellement dans les 88 nouvelles communes; (iii) la prise en charge des agents communaux encore en contrat avec le PNDP; (iv) l'équipement de 10 communes en matériels de cartographie ; (v) les formations spécifiques à l'intention du personnel communal et des élus locaux en collaboration notamment avec le CEFAM et en partenariat avec le PADDL/GTZ et le FEICOM.

(i) Mise en application du nouveau plan comptable sectoriel dans sa phase développement du logiciel

Lors de la première phase, le Programme a finalisé une étude qui a permis de définir le cahier des charges de l'informatisation des communes dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau plan sectoriel comptable. Les résultats de cette étude devraient permettre de développer un logiciel comptable. Le PNDP a été informé qu'un logiciel de gestion comptable dénommé « SIM_ba » développé par l'Association Internationale des Mairies de la Francophonie (AIMF) serait installé et fonctionnel dans certaines communautés urbaines notamment celles de Douala et de Yaoundé. Au cours du troisième trimestre, le PNDP a invité l'équipe de Afroleadership (partenaire de l'AIMF au Cameroun), à une démonstration du logiciel SIM_ba.. Suite à cette présentation, il a été convenu d'organiser une mission en vue d'approfondir la réflexion entre

l'équipe ayant suivi l'élaboration du cahier des charges et les cadres utilisateurs du logiciel au sein de la communauté urbaine de Douala. Les conclusions de cette mission estiment à 50 % environ la correspondance entre ce logiciel et le cahier des charges préalablement élaboré.

En date du 05 octobre 2010, un comité a été mis en place par Décision N°0215/MINFI/SG/DGTFCM pour mener une réflexion sur la modernisation des services financiers des CTD. Le MINEPAT a été saisi afin de se faire représenter au sein dudit comité. Avec ce comité, il apparaît inopportun de mettre sur pied un autre comité pour l'informatisation de la gestion des communes. Le Programme s'est proposé de se rapprocher de ce comité pour partager le travail accompli dans ce domaine.

(ii) Formation des membres des commissions de passation des marchés

Le guide simplifié des acteurs intervenant dans le processus de la passation et de l'exécution des marchés au niveau communal dans le cadre du PNDP qui avait été finalisé et traduit en langue anglaise au 2^{ème} trimestre a été édité au troisième trimestre. Un vaste programme de formation a été déployé pour former les Commissions Communales de Passation des Marchés (CCPM) dans les 10 régions du pays suite à la signature d'une convention avec l'ARMP. Cette formation s'est déroulée au quatrième trimestre selon le calendrier ci après :

Région	Période de formation	Nombre de personnes formées
Littoral	13 au 16 septembre 2010	
Sud Ouest	15 au 18 septembre 2010	
Nord Ouest et Ouest	20 au 23 septembre 2010	
Est	27 au 30 septembre 2010	
Adamaoua et Nord	04 au 07 octobre 2010	
Extrême Nord (1)	07 au 10 octobre 2010	
Extrême Nord (2)	11 au 14 octobre 2010	
Sud	18 au 21 octobre 2010	
Centre	25 au 28 octobre 2010	

(iii) Prise en charge des agents communaux encore en contrat avec le PNDP

A la fin de la première phase, le bilan du recrutement des agents communaux se présentait ainsi qu'il suit :

Tableau N° 6 : Situation de recrutement des agents communaux financiers (première phase)

Région	Total
Adamaoua	9
Centre	10
Nord	11
Ouest	6
Sud	3
Total	39

(iv) Dans le cadre de la 2^{ème} phase, il est prévu le recrutement de 2 catégories d'agents : l'un financier chargé spécifiquement du recouvrement des recettes (qui a été expérimenté à la première phase) et l'autre chargé des aspects techniques, y inclus le suivi évaluation, la prise en compte des aspects socio-environnementaux. Au stade actuel, les TDR de l'agent technique ont été élaborés et transmis au MINATD pour avis avant le lancement de l'appel à candidature pour leur recrutement à l'échelle nationale. **Formations spécifiques à l'intention du personnel communal**

Tableau N° 7 : Etat de formation des communes au cours de la phase I

Libellé	Cumul fin 2009	Réalisations 2010	Cumul vie du projet fin 2010	Valeur cibles 2010	Taux d'exécution
Nombre de plan d'aménagement communaux	0	0	0	10	0%
Nombre de communes équipées en matériels de SIG	0	0	0	10	0%
Nombre d'OAL formés		160		88	100%
Nombre de CCPM formés	266	88	290	88	100%
Nombre de membres des CCPM formés	1369	518	1887	518	100%
Nombre de COMES formés	135	08	135	23	34%
Nombre de membres COMES formés	ND	167	167	ND	34%
Nombre de communes formées en gestion	125	0	125	88	0%
Nombre d'élus et personnels communaux formés en gestion	178	0	178	ND	ND
Nombre d'agents communaux formés	0	0	0		0% (les agents ne sont pas encore recrutés)

1.2.3. Composante 3 : Coordination, Gestion, Suivi Evaluation, Communication

Cette composante permet de coordonner et de faciliter la mise en œuvre du programme à travers : (a) la coordination des partenaires institutionnels pour assurer un appui efficace aux communes pour le développement local ; (b) la gestion administrative, technique et financière du Programme; (c) les arrangements contractuels efficaces entre les communes, les ministères sectoriels et les prestataires de services (les opérateurs économiques, les ONG), y compris l'acquisition du matériel et des équipements nécessaires pour la mise en œuvre du Programme; (d) le suivi et l'évaluation de la performance et des impacts économiques, environnementaux, et sociaux du Programme (y compris le développement d'outils de suivi pour mesurer le degré de satisfaction des populations en rapport avec les services fournis par les communes); (e) le développement d'activités de communication pour faire la promotion des objectifs du Programme, des potentialités et des mécanismes de développement au niveau local.

Les activités programmées au titre de cette composante pour l'année 2010 concernent notamment : (i) le recrutement et la prise en charge du personnel, (ii) le suivi du fonctionnement des organes de délibération, notamment le COMES, le Comité National d'Orientat ion et de Pilotage (CNOP) et la Commission Spéciale de Passat ion des Marchés (CSPM), (iii) la mise à jour du SGI y compris le SIG dans les 6 Régions déjà couvertes, (iv) les missions de suivi et de supervision des activités tant au niveau régional que national, (v) la redéfinition de l'architecture du Système de Gestion de l'Information, son implémentat ion et son opérationnalisation, (vi) les ateliers et formations diverses; (vii) acquisitions diverses : matériel informatique, matériel roulant, mobilier de bureau ; (viii) la communication et (ix) les charges courantes de fonctionnement.

1.2.3.1. Coordination

- Avec la tutelle

Le PNDP a régulièrement pris part aux réunions trimestrielles de coordination des activités du MINEPAT présidées par le SG/MINEPAT.

- Coordination avec les sectoriels

Au cours de cette année, la collaboration avec les sectorielles a été faite sur la base des acquis de la phase 1. Les conventions cadre de collaboration avec les sectoriels et les contrats programmes seront révisés pour tenir compte des évolutions de la phase 2 et des expériences de la phase 1.

- Interne

Au titre de la coordination interne, les réunions de coordination se sont déroulées à tous les niveaux de mise en œuvre dès la mise en place des différentes unités de gestion. Il a été instauré au sein du Programme un partage systématique des comptes rendus des différentes réunions entre les Unités régionales et la CNC en vue d'une meilleure coordination des activités.

- CNOP

La 9^{ème} session du Comité National d'Orientation et de Pilotage s'est tenue le 25 février 2010 à l'hôtel Hilton de Yaoundé. Cette session était consacrée à la validation du rapport d'activités de l'année 2009, l'approbation du PTBA 2010 et la validation du projet de plan de couverture et d'allocation pour la 2^{ème} phase du PNDP.

- Avec les partenaires techniques et financiers

Une nouvelle équipe a été désignée à la Banque mondiale pour le suivi du PNDP. Un atelier de présentation de la mise en œuvre du PNDP à cette nouvelle équipe a eu lieu dans les locaux de la CNC du 14 au 15 octobre 2010.

1.2.3.2. Gestion administrative

Le processus de mise en place des équipes a été finalisé avec le recrutement des cadres des nouvelles régions et le complément des effectifs des anciennes régions. Les effectifs du personnel du Programme se sont stabilisés à 123 dont 77 cadres et 46 personnels d'appui. Il est entendu que de nouveaux chauffeurs seront recrutés une fois les véhicules en cours d'acquisition disponibles.

Tableau N 8 : Situation du personnel du Programme au 31 décembre 2010

Unités de gestion	Cadres	Personnel d'appui	Total
Cellule Nationale	15	13	28
Adamaoua	6	4	10
Centre	6	6	12
Est	6	2	6
Extrême Nord	8	4	12
Littoral	6	0	6
Nord	6	5	11
Nord Ouest	6	2	6
Ouest	6	3	9
Sud Ouest	6	2	6
Sud	6	5	11
TOTAL	77	46	123

1.2.3.3. Gestion financière

Dans le cadre des activités à réaliser en 2010, le budget du PNDP s'élevait à 14.4 milliards de CFA tous financements confondus. La part du Gouvernement dans ce montant est de l'ordre de 7.8 milliards, celle de l'IDA est d'environ 3.7 milliards et celle de la KfW de 2.2 milliards FCFA.

- **Fonds IDA**

La mobilisation des fonds IDA s'est faite à travers deux comptes spéciaux : compte spécial « A » (pour les allocations) et compte spécial « B » (pour le fonctionnement) dont les plafonds respectifs sont de 1,5 milliard et 690 millions de francs CFA. Les dépôts initiaux ont été virés dans les comptes du PNDP le 23 mars 2010.

Les allocations virées dans les comptes des communes au titre de la 1^{ère} tranche de l'allocation s'estime à 1,5 milliards.

- **Fonds de contrepartie de l'Etat**

PPTE

S'agissant des fonds PPTE, le Programme a reçu au cours de l'année une inscription de 1,5 milliard FCFA.. Au cours du troisième trimestre, le Programme a obtenu 250 millions correspondant à une première tranche sur l'inscription de 1,5 milliard. Un engagement de 600 millions a été effectué sur les 1.250 millions FCFA restants. Un paiement de 300 millions a été fait et les autres 300 millions sont attendus.

BIP

Au titre des fonds du BIP, le PNDP n'a pas pu mobiliser le reliquat de 2 milliards correspondant à l'inscription de 2,5 milliards reçus dans le cadre des interventions spéciales de l'Etat en 2008.

C2D

Pour les fonds C2D, le PNDP a bénéficié au cours du premier trimestre, d'un virement de 1.775 milliard correspondant au reliquat de l'inscription de l'année 2010. Un montant de 89 millions est encore attendu du C2D. Ces fonds ont permis de financer les microprojets correcteurs ainsi que les allocations dans les régions de l'Extrême-nord et du Nord.

1.2.3.4. Passation des marchés

Au cours de l'année 2010, le Programme s'est doté en équipement notamment le matériel et mobilier de bureau pour les unités régionales et à la CNC.

S'agissant du matériel roulant, 11 véhicules et 15 motos ont été livrés au PNDP. Ces véhicules ont été répartis entre les différentes unités de gestion du Programme. Il est à noter que ces 11 véhicules ne constituent qu'une partie des prévisions d'achat en matériel roulant. L'acquisition des autres véhicules sur fonds de contrepartie est en cours.

La commission spéciale de passation des marchés a régulièrement fonctionné et les marchés ont été passés suivant le plan de passation des marchés validé par la Banque mondiale au cours de l'année 2010. La situation des marchés passés est présentée en annexe xxx

1.2.3.5. Suivi Evaluation

• **Evaluation / Audit technique/enquêtes**

L'évaluation socio-environnementale du PNDP 1 s'est poursuivie. Le rapport définitif a été examiné par la CNC. L'étude sur la situation de référence n'a pas démarré. Les TDR ont été

élaborés et échangés avec la Banque mondiale. Il est prévu qu'une convention soit signée avec l'INS en vue de l'exécution de cette étude au premier trimestre 2011.

• Fonctionnement SGI / SIG

Au cours de l'année, les plans (Comptable, Financier, analytique, budgétaire) du SGI pour la deuxième phase ont été définis. Ces plans ont été saisis dans les logiciels, ainsi que les budgets.

Le cabinet TOMATE, concessionnaire des logiciels utilisés pour la gestion de l'information du Programme a été contacté afin de proposer un logiciel intégré avec une seule interface et adapté aux évolutions de la phase 2. Il est prévu que la première version de ce logiciel soit disponible avant la fin du premier trimestre 2011.

Les données géo référencées des nouveaux investissements du Programme ont été régulièrement collectées. Il est prévu la production d'un nouvel atlas cartographique lors de la production du rapport semestriel ou annuel

1.2.3.6. Ateliers et formations du personnel et autres partenaires du Programme

Le tableau ci-dessous présente les ateliers et formations auxquels ont pris part les acteurs du Programme dans le cadre du renforcement des capacités de ces acteurs.

Tableau N° 12 : Formations effectuées sur la période

Intitulé	Cibles	période	Nombre de personnes formées	Lieu
Imprégnation du personnel au mode opératoire et procédures du PNDP 2	Tous les cadres du PNDP	Avril 2010	82 personnels du PNDP	Limbé
Formation des comptables sur les procédures financières du PNDP	Tous les comptables	Février 2010	15	Mbalmayo
Formation des formateurs sur la nouvelle méthodologie de planification communale	RRFDC, RRSE, CASE, Cadres CNC	Juin 2010	38	Kribi
Formation des OAL sur la nouvelle méthodologie de planification communale	160 OAL	Août-Sept 2010	320	En région
Formation des formateurs des receveurs municipaux sur les procédures financières du PNDP	Comptables PNDP		15	Yaoundé
Formation des receveurs municipaux sur les procédures financières du PNDP	Tous les receveurs des 329 communes		329	En région
Formation des membres des CCPM sur le code des marchés publics et sur le guide sur les procédures simplifiées des bailleurs	Maires et 7 membres de commissions de ___ communes	Sept- Oct 2010	518 membres des CCPM et 63 personnels du PNDP	En région
Formation en gestion communale	Maires, SG, RM de 60 communes	Décembre 2010- janv 2011	120	En région
Formation des acteurs à la prise en compte des aspects socio environnementaux dans le PNDP	DR+DD MINEP, DR MINAS, DR MINDAF, CASE, CCI, CR, maires et cadres CNC	Oct 2010	58 délégués et une vingtaine de cadres du PNDP	En région
Formation sur les systèmes de sécurisation informatique	ASINFO		1	Kribi
Formation en Ingénierie territoriale et élaboration du PCD	RFDC	Novembre 2010	1	Paris/France
Formation sur l'aménagement urbain	CR-SUD	Octobre 2010	1	Marseille/France
Formation sur le leadership et management	SSE, ACPT	Août 2010	2	Kinshasa/RDC
Formation sur le leadership et management	ASPMJ, Agent de Courrier, SPM		2	Yaoundé
Voyage d'échange sur les pratiques GDT et développement local	SSE, CR-NO, CR-AD, RRSE-AD, RRFDC-NO	Mars 2010	5	Ouagadougou/Burkina Faso
Atelier de revue technologique	Communautés bénéficiaires PGDT			Nord et Adamaoua
Formation en vue de l'appropriation des normes sectorielles et plans type des	CCI, sectoriels, cadres CNC	Octobre 2010	17 cadres du PNDP	Kribi

microprojets				
--------------	--	--	--	--

Le PNDP a également pris part au dernier atelier de vulgarisation sur le Guide méthodologique de planification conduit par le MINEPAT, ainsi qu'à l'atelier sur la gestion de la première génération des compétences transférées aux communes organisée par le MINATD du 12 au 16 juillet 2010.

1.2.3.7. Communication

Les actions de communication pour cette année se sont focalisées sur la production des outils de communication. C'est ainsi que des plaquettes et dépliants ont été produits, y compris les cartes de visite du personnel. D'autres activités de communication ont permis de rendre visibles les actions du Programme à travers des magazines tels que « l'ESSENTIEL », la « PLAQUETTE DU MINEPAT ».

Des actions phares telles que l'atelier de lancement ont également été menées pour communiquer sur la deuxième phase du Programme.

1.2.3.8. Aspects socio-environnementaux

Pour la deuxième phase du Programme, des mesures ont été prises en vue d'une plus grande prise en compte de ces aspects. Il s'agit de (i) l'intégration de quelques indicateurs environnementaux dans le dispositif de suivi-évaluation et dans les rapports d'activités; (ii) le recrutement de cadres chargés des aspects socio-environnementaux dans les équipes régionales ; (iii) une implication plus accrue des sectoriels du MINEP dans le processus d'approbation et de mise en œuvre des microprojets ; (iv) l'utilisation de plus en plus systématique du formulaire de screening socio-environnemental, et (v) la formation du personnel du MINEP et des autres sectoriels dans la prise en compte des aspects socio - environnementaux.

Au cours de cette année, avec la prise de fonction effective des cadres chargés des aspects socio-environnementaux dans l'ensemble des cellules régionales du Programme et l'atelier d'imprégnation dont ils ont bénéficié, l'accent a été mis dans la préparation et la formation des autres acteurs impliqués dans la chaîne de mise en œuvre du Programme. C'est dans ce cadre qu'au cours du mois d'octobre 2010, une série de formation du personnel du PNDP, du MINEP, du MINAS et du MINDAF, aux aspects socio-environnementaux dans le cadre du PNDP s'est tenue. Cette formation a permis de toucher tous les délégués départementaux et régionaux du MINEP, et tous les délégués régionaux du MINAS et du MINDAF. Elle devra contribuer à améliorer de manière significative la qualité de la prise en compte des aspects socio-environnementaux dans l'ensemble des interventions du Programme.

Les autres indicateurs liés à la prise en compte des aspects environnementaux seront mesurés au moment de la mise en œuvre des microprojets de la phase II.

▪ **Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP)**

En complément au Cadre de gestion environnemental et social élaboré lors de la préparation du PNDP, un Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP) a été préparé. Celui-ci a donné lieu à un plan d'action dont l'objectif global est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des Peuples pygmées de la zone d'intervention. De manière spécifique, il s'agit d'améliorer l'accès aux services sociaux de base, de renforcer la citoyenneté, ainsi que les capacités organisationnelles et de participation des populations pygmées dans une perspective de transfert progressif de prise en charge de leur développement.

Sur le plan opérationnel, ces objectifs ont été déclinés en cinq (05) composantes.

- a) **Citoyenneté** : qui vise à permettre aux bénéficiaires de jouir pleinement de leurs droits et devoirs en tant que citoyen à part entière de la commune.
- b) **Santé** : qui a pour but l'amélioration de l'état sanitaire des PP.
- c) **Education** : qui vise l'amélioration de l'accès à l'éducation des enfants pygmées.
- d) **Agriculture et valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)** : dont l'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire des PP, d'améliorer le niveau de leurs revenus et d'atténuer les conflits entre les Bantous et eux, notamment au sujet du vol dans les champs.
- e) **Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière** : qui vise l'amélioration des droits d'usufruits des ressources naturelles, ainsi que les échanges sociaux entre PP et Bantous.

Au cours de l'année 2010, les activités se sont poursuivies dans les 09 communes bénéficiaires (Djoum; Bipindi; Oveng; Lolodorf; Mintom; Akom II; Lokoundjé; Niété, Campo) de la Région du Sud.

Le tableau ci-après présente les résultats obtenus au 31 décembre 2010

Tableau N° 15 : Cadre de résultats du PDPP

Domaines	Indicateurs clés	Valeurs cibles	Valeurs exécutées
Citoyenneté	Nombre de personnes identifiées à la formation au leadership/ à l'éducation citoyenne	191	191
	Nombre de PP représentés dans les instances de décision au niveau local, y compris suivi du PDPP (COSA, COGE, Conseil municipal, APE, Comité de développement)	27	60
	Nombre de cartes nationales d'identité en cours d'établissement	2000	1010
	Nombre d'actes de naissances en cours d'établissement	2000	1806
	Existence d'un système d'enregistrement des données d'état civil (naissance)	9 communes	7 communes
Santé	Nombre de femmes enceintes suivies pendant leur grossesse	240	134
	Nombre de communes ayant reçu des appuis nutritionnels	09	09
	Nombre de motos disponibles	8	4
	Nombre d'enfants de 0 à 5 ans vaccinés	700	1093
	Nombre de PP formés aux soins de santé élémentaires	21	11
	Nombre de tuberculeux pygmées identifiés et suivis de manière rigoureuse	-	20
	Nombre de séropositifs identifiés suivis de manière rigoureuse	-	31
	Nombre d'accoucheuses traditionnelles formées	150	152
	Nombre de PP ayant bénéficié des soins de santé dans les formations hospitalières	1150	1021
	Nombre de PP ayant bénéficié des soins de santé pendant les descentes de stratégie avancée	1800	1648

Domaines	Indicateurs clés	Valeurs cibles	Valeurs exécutées
Education	Nombre d'enfants ayant bénéficié des appuis en fournitures scolaires	1037	1037
	Nombre d'enfants pygmées ayant réussi au CEP	44	48
	Nombre d'enseignants des CEB ayant reçu une prime en raison de leurs performances scolaires	21	12
	Nombre de salles de classes construites dans les Centres d'Education de Base (CEB) construits	6	2 réceptionnés à titre provisoire et 4 en cours
	Taux de réussite des enfants pygmées ayant bénéficiés d'un appui dans les écoles classiques	au moins 60% contre 30% actuellement	70-80%
	Nombre d'enseignants formés aux techniques ORA, et d'apprentissage aux minorités	105	90
Agriculture	Nombre d'agriculteurs ayant reçu les appuis en matériel agricole	905	905
	Nombre d'agriculteurs ayant reçu les semences	500	695
Dialogue intercommunautaire et sécurisation foncière	Nombre de campements ayant des droits d'usufruit sur des espaces reconnus légalement par l'administration et les bantous	12	6

Il convient de signaler que la mise en œuvre de ce plan de développement des peuples pygmées sera étendue, conformément au plan de couverture, aux régions de l'Est et du Centre pour les communes concernées.

En terme d'impact, les actions développées dans les domaines de la citoyenneté, l'éducation, la santé, l'agriculture et le dialogue intercommunautaire ont contribué à faire passer le nombre d'enfants ayant réussi au Certificat d'Etudes Primaire de 17 en 2007 à 48 en 2008 ; de jouir pleinement de leurs droits civiques (liberté de circulation, participation aux examens et concours, élections, fonctions de représentation), de faire accoucher plus de 300 femmes dans de meilleures conditions, y compris des Bantous ; l'administration de soins de santé primaire dans les campements et une amélioration du taux de fréquentation des formations sanitaires par les pygmées qui désormais reçoivent un meilleur accueil en raison de la présence des leurs parmi le personnel médical ; de susciter un plus grand intérêt à entreprendre des activités agricoles (plus de 40 ha mis en valeur), et de réduire les conflits fonciers entre Bantous et Pygmées dans trois campements par la reconnaissance des droits d'usufruit de ces pygmées sur certains espaces.

1.2.4. Mise en Œuvre du Projet de Gestion Durable des Terres

1.2.4.1. Composante 1

Tableau N°16 : Mise en œuvre de microprojets du PGDT

	Région	AD	CE	NO	OU	TOTAL
MP communautaires	Achevé	4	3	21	8	36
	En cours	96	6	59	14	175
	Requêtes non démarrées	9	8	4	4	25
	TOTAL COMMUNAUTAIRES	109	17	84	26	236
MP communaux	Achevé	0	0	1	3	4
	En cours	7	2	3	1	13
	Requêtes non démarrées	2	3	4	3	12
	TOTAL COMMUNAUX	9	5	8	7	29
TOTAL MP		118	23	92	32	265
	Nbre de cadres de résolution des conflits	1	1	2	1	5
Nombre de PDL actualisés		37	9	140	2	188
Nombre de PCD actualisés		6	3	11	1	21
Nombre de PUGDT élaborés et mis en place		1	1	2	1	5

Sur des valeurs cibles de 200 microprojets communautaires et 40 microprojets communaux attendus à la fin du Projet, le PNDP compte au 31 décembre 2010, un stock de 236 microprojets communautaires et 29 microprojets communaux soit au total 265 microprojets. De ces requêtes, 40 microprojets dont 36 communautaires et 4 communaux ont été achevés, 188 sont en cours d'exécution et 37 sont en instance de passation des marchés.

1.2.4.2. Composante 2

Pour ce qui est de l'amélioration du cadre institutionnel, les textes portant création de la CNCEDD n'ont pu être revus par le comité ad hoc mis en place par le ministre en charge de l'environnement, à cause notamment de l'indisponibilité de certains responsables ministériels. La dernière mission de supervision conjointe Gouvernement – Bailleurs a eu une rencontre avec le MINEP, qui a promis de faire avancer le dossier.

Parallèlement, les plans d'utilisation et de gestion des terres ont abouti à un acte administratif, et sont en cours de mise en œuvre dans les 05 communes concernées.

1.2.4.3. Composante 3

Tableau N°18 : Indicateurs intermédiaires et d'impact du PGDT

Indicateurs d'impact	Situation de référence	Valeurs cible à la fin du projet	Réalisation au 31 décembre 2010	Taux de réalisation /Observations (%)
Objectif de développement du Projet: Permettre aux communautés de contribuer à la lutte contre la dégradation des terres dans les zones critiques				
Superficies sous pratiques de GDT	0	10 000	5 351	53,5 % La conduite d'une mission spécifique de captage des indicateurs sur les anciens MP, la capitalisation des indicateurs des 118 nouveaux microprojets et l'extension de la date de clôture permettra d'atteindre cet indicateur d'ici la fin du projet (mars 2012)
Nombre total de	environ 15 %	6 000	7 527	125 %. Indicateur largement atteint.

Indicateurs d'impact	Situation de référence	Valeurs cible à la fin du projet	Réalisation au 31 décembre 2010	Taux de réalisation /Observations (%)
ménages ayant adopté les systèmes agro-sylvo-pastoraux	des ménages cibles dans la zone d'intervention du projet			
Objectif opérationnel du FEM : Renforcer les composantes du PAPNDP liées à la gestion durable des terres et des ressources foncières naturelles en associant des bénéfices globaux aux avantages locaux et nationaux de la GDT				
Augmentation visible de la biodiversité dans les parcelles du projet par rapport aux parcelles témoin, mesurée par la réapparition de nouvelles espèces (Particulièrement dans les zones arides et semi-arides)	ND	ND	Réapparition de quelques espèces d'oiseaux (pique-bœuf, etc.) autour du lac de Kouoptamo	ND. Cet indicateur devra être davantage renseigné à l'occasion d'une mission prévue en février 2011
Indicateurs intermédiaires				
Composante 1: Amélioration de l'intégration de la gestion durable des terres dans le développement local				
Nombre de microprojets communaux financés et mis en œuvre	0	40	27 microprojets communaux dont 4 achevés, 13 en cours d'exécution et 10 en instance de financement	- En général le financement des requêtes est retardé par la mobilisation de la contribution des bénéficiaires ce qui a entraîné le report du démarrage de certains de ces MP pour la prochaine campagne agricole ; - Environ 60 requêtes sont en cours de finalisation pour leur financement d'ici fin janvier 2011 pour leur démarrage en mars 2011.
Nombre de microprojets communautaires financés et mis en œuvre	0	200	236 microprojets communautaires dont 36 achevés, 152 en cours de réalisation et 48 en instance de financement	
Augmentation des rendements de certaines cultures dans les sites des microprojets.	1,5 t/ha	Faire passer le rendement des cultures (surtout du maïs) de moins de 1,5 t/ha à 2,5 t/ha dans les provinces du Nord/Adamaoua au terme du projet.	ND	Cet indicateur sera davantage renseigné à la suite d'une mission prévue à cet effet, avant fin février 2011.
	2,5 t/ha	Faire passer le rendement des cultures (surtout du maïs) de moins de 2,5 t/ha à 3,5 t/ha dans les provinces du Centre/Ouest au	On est passé de 1t/ha à 1,8 t/ha dans certains sites à l'Ouest (en cultures associées)	

Indicateurs d'impact	Situation de référence	Valeurs cible à la fin du projet	Réalisation au 31 décembre 2010	Taux de réalisation /Observations (%)
		terme du projet.		
Nombre d'arbres plantés	0	500 000	1 005 527	201%
Superficie d'aires protégées, de zones tampons, de zones riveraines ou de zones mises en défens réhabilités par des pratiques de GDT dans les zones du Projet	0	2 000 ha	1 604	80,2 % (Nos mesures) Cet indicateur fera l'objet d'une mesure plus exacte au cours d'une mission prévue à cet effet en février 2011.
Proportion de revenus réinvestis	ND	Au moins 30% des bénéfices réinvestis par au moins 50% des communautés bénéficiaires	Pas encore mesuré	Cet indicateur sera mesuré au cours du mois de février 2011.
Composante 2: Appui institutionnel à la GDT				
Sous - composante 2.1 : Appui institutionnel au processus de reformes foncières				
Textes sur le régime foncier révisés et soumis pour adoption		Oui	Le démarrage des études devant aboutir à ces textes est assujetti au fonctionnement du CNCEDD	Les TDR pour le recrutement d'un consultant sont en cours de préparation
La CNCEDD est fonctionnelle et a tenu au moins une réunion par an	La Commission Nationale Consultative pour l'Environnement et le Développement Durable (CNCEDD) existe mais n'est pas fonctionnelle.	2 réunions tenues	Les textes portant création et fonctionnement de la CNCEDD ont été revus.	L'atelier de validation de ces textes est attendu. Le MINEP a été relancé en fin août 2010. De même, le SG du MINEP a été saisie sur la question par la mission de supervision au cours d'une audience en date du 22/12/2010. Un plan d'action sera défini et préparé en collaboration avec le MINEP.
Nombre de PUGT élaborés et mis en œuvre	0	5	Les 5 plans ont été approuvés par les différents COMES et sont en cours d'officialisation par l'autorité administrative	66 %
Une étude sur la pérennisation et le statut juridique des plans d'utilisation et de gestion des terres est réalisée	0	Oui	Les TDR ont reçu la non objection de la Banque Mondiale	20 %

Indicateurs d'impact	Situation de référence	Valeurs cible à la fin du projet	Réalisation au 31 décembre 2010	Taux de réalisation /Observations (%)
Sous - composante 2.1 : Renforcement des capacités des communautés locales				
Nombre de plans intégrés de gestion des terres et de l'eau (communautaire s) élaborés	0	150	188	125,33%
Nombre de plans intégrés de gestion des terres et de l'eau (communaux) élaborés	0	20	21	105 %
Nombre de personnes /consultants/ sectoriels /maires et prestataires formés dans les bonnes pratiques de GDT	0	1000	15 448	Les sectoriels en charge de l'élevage, de l'agriculture de l'environnement, les maires, les populations ou communautés bénéficiaires ainsi que les consultants ont été concernés par les activités de sensibilisation et de formation
Nombre de communautés de base ayant reçu au moins une formation sur le pratiques GDT et capables de les répliquer	0	150	396	264%. Toutes les communautés bénéficiaires ont systématiquement été formées en GDT
Nombre de cadres de gestion de conflits relatifs aux ressources naturelles	0	10	7 dont 05 découlant de la mise en œuvre du PUGT	Un diagnostic a été réalisé dans 5 communes en vue de la redynamisation des cadres. Le processus de recrutement des consultants est en cours à cet effet.
Composante 3 : Gestion, coordination, suivi-évaluation, et communication				
Les mécanismes de S&E du PAPNDP sont adaptés au PGDT	Non	Oui	Oui	
La base de données du système d'information géographique (GIS) est mise en place et régulièrement actualisée	Non	Oui	Oui : Les atlas cartographiques sont produits trimestriellement (03 atlas générés à ce jour)	70 %
Nombre de meilleures pratiques de GDT et leçons identifiées et diffusées	0	10	05	50 % Le processus de recrutement d'un consultant chargé de capitaliser et documenter les meilleures a été différé compte tenu de la prorogation. Ceci permettra d'accroître la maturation des acquis actuels. Ce processus sera lancé au cours du mois de mars 2011.

CHAPITRE II : ACTIVITES EN PERSPECTIVES

2.1. PNDP

2.1.1. Composante 1

- Diagnostic préliminaire et signature des conventions pour l'élaboration des 90 PCD restants dans les nouvelles régions
- Etudes de faisabilité pour les microprojets des communes 2007
- Suivi de la mise en œuvre des microprojets de la phase I

2.1.2. Composante 2

- Lancement de l'appel à candidature pour le recrutement des agents communaux
- Sélection d'un consultant pour l'élaboration des plans d'aménagement
- Equipement des communes en matériels de cartographie

2.1.3. Composante 3

- Activités comptables de fin d'exercice 2010
- Organisation de la 10^{ème} session du CNOP
- Contractualisation avec le cabinet TOMATE pour le développement des logiciels du SGI

2.2. PGDT

- Mise en œuvre des microprojets en cours et/ou additionnels;
- Mission de collecte des informations pour le remplissage du cadre de résultats ;

CHAPITRE III : PROBLEMES RENCONTRES ET SOLUTIONS ENVISAGEES

3.1. PNDP

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
1	Retards constatés dans l'exécution des travaux à cause de : - l'insuffisance dans le suivi des contrats des prestataires ; - l'indisponibilité de la cellule régionale à superviser les phases critiques du microprojet	- Veuillez à notifier le Prestataire à l'arrêt des travaux et notifier également à la reprise des travaux ; - Redéfinir un nouveau planning avec le Prestataire à la reprise des travaux qui devrait être matérialisé par un avenant administratif pour amender la durée des prestations dans le contrat de base - Assurer à temps la disponibilité du PNDP pour la réception des travaux.
	Système de classement des dossiers de marchés perfectible dans les régions	Organiser une formation à l'intention des communes et des CCI dans l'archivage
	Suivi évaluation participatif non encore effectif dans les communes	Accélérer le processus de recrutement des agents communaux qui serviront de relais pour le suivi évaluation participatif
	Retards dans la mise en place des logiciels du SGI qui intègrent les évolutions de la 2 ^{ème} phase	Accélérer le processus de contractualisation avec le consultant
	Absence d'un document de stratégie de communication au niveau régional	Actualiser le plan de communication du PNDP en prenant en compte les actions à mettre en région
	Faible implication des sectoriels dans la mise en œuvre du Programme	Réviser et faire signer les conventions cadre de collaboration avec les ministères sectoriels clés
	Des conflits potentiels liés aux contours des communes lors de l'élaboration des cartes, étant donné que des limites précises n'existent pas au niveau central	Saisir les MINEPAT pour faire par de cette préoccupation
	Retard dans la mobilisation et insuffisance des fonds de contrepartie	

3.2. PGDT

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS
1	Echecs constatés dans la mise en place de quelques champs-écoles.	Renforcer le suivi de ces opérations Dans la mesure du possible, financer la régénération des champs - écoles
	Rareté des consultants spécialisés dans cette opération	Renforcer la formation des consultants
	Forte dépendance saisonnière de cette opération	Améliorer le timing de mise en œuvre des MP
	Absence de données pour le renseignement du cadre de résultats	Organiser des missions spécifiques pour le captage des indicateurs
	Difficulté d'obtention du remboursement des DRF entraînant un retard dans les virements de fonds par le PNDP dans le compte joint pour la mise en œuvre du MP au moment opportun	Intensifier le rythme de production des DRF Améliorer le suivi des dossiers auprès de la CAA et de la Banque
	Retard dans la mobilisation des apports propres des bénéficiaires	Poursuivre les actions de sensibilisation
	Difficulté à obtenir la validation des textes organiques révisés de la CNCEDD devant permettre son fonctionnement effectif	Renforcer le suivi de cette activité auprès du MINEP

CHAPITRE V : ANNEXE**3.3. Bilan détaillé des unités de gestions****3.3.1. Bilan détaillé CNC****A101 : Sélection des OAL/Equipe pluridisciplinaire (01 - Siège)**

ETAT D'AVANCEMENT : Au cours de la mission de supervision conjoint bailleurs- gouvernement du 03 au 22 décembre 2010, l'option d'élaborer les PCD en 2011 a été adoptée. Le processus de sélection des OAL pour l'élaboration des 90 PCD de l'année 2011 a démarré par le lancement de l'appel à manifestation d'intérêt en décembre 2010. Le dépôt des offres a eu lieu le 29 décembre 2010. Une programmation spécifique a été élaborée et discutée avec les responsables des 4 nouvelles régions concernées par cette activité.

DIFFICULTES : La programmation laisse apparaître un besoin de relever le compte spécial dédié aux allocations

RECOMMANDATIONS : La question du relèvement du compte a été évoquée et devra être traitée au plus tôt.

A104 : Sélection des agents communaux (fin et techn) (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : En vue du lancement du processus de sélection des Agents techniques et financiers à mettre à la disposition des communes comme prévu dans le mode opératoire du PNDP II, un projet de TDR a été élaboré sur la base de l'Arrêté du MINATD rendant exécutoire les emplois type communaux. Ce projet de TDR a été transmis au MINATD pour validation au cours du mois de mai 2010.

DIFFICULTES : En fin décembre 2010, le MINATD n'avait toujours pas réagi sur le projet de TDR transmis par la CNC malgré les multiples relances. Et les rappels effectués lors de la mission de supervision conjointe Bailleurs Gouvernement

RECOMMANDATIONS : Suivre la dernière relance du 23 décembre 2010.

A201 : Etudes de faisabilité technique et envr des MP (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Au cours du 2ème trimestre, un atelier d'appropriation des normes sectorielles et des plans types s'est tenu à Kribi. Au cours de cet atelier, les TDR standards pour chacun des types d'ouvrages à réaliser dans le cadre du PNDP ont été élaborés. Ces TDR permettront de sélectionner les consultants qui auront la charge de réaliser les études de faisabilité des microprojets.

B101 : Assistance prépa décrets d'appl des lois adoptées (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Dans le cadre de l'assistance à la préparation des décrets d'application des lois adoptées, le PNDP a ciblé les décrets des lois sur la fiscalité locale et régime financier des CTD. Aucune action n'a été menée dans le cadre de cette activité.

DIFFICULTES : Le démarrage de cette activité dépend entièrement du MINATD et ne peut pas être impulsée par le PNDP.

RECOMMANDATIONS : Négocier des séances de travail avec des responsables du MINATD pour avoir l'exécution de cette activité

B103 : Appui spéc diffusion des textes sur la décentral (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Au cours de l'année, le MINATD en partenariat avec le FEICOM a initié une action de compilation de lois sur la décentralisation. Ces lois ont été distribués aux Maires au cours d'un atelier organisé avec le CVUC et auquel a pris part le PNDP. Cette activité pourra être orientée dans le renforcement de l'action entreprise par ces partenaires.

B105 : cadre instit informatisé gest° financière comm (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : En date du 05 octobre 2010, un comité a été mis en place par Décision N°0215/MINFI/SG/DGTCFM pour mener une réflexion sur la modernisation des services financiers des CTD. Le MINEPAT a été saisi afin de se faire représenter au sein dudit comité. Avec ce comité, il apparaît inopportun de mettre sur pied un autre comité pour l'informatisation des communes.

DIFFICULTES : Le PNDP n'est pas désigné dans ce comité.

RECOMMANDATIONS : Le PNDP devrait se rapprocher de ce comité en vue de la prise en compte des actions déjà menées au cours de la première phase dans le cadre de l'informatisation des communes.

B201 : Elaboration des plans communaux d'aménagement (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Cette activité a été redéfinie et la collecte des données pour la réalisation de cette activité a été intégrée dans le cahier des charges des OAL. Les TDR d'un consultant qui élaborera les plans d'aménagement ont été préparés.

RECOMMANDATIONS : Le processus de sélection du consultant doit être lancé au plus tôt

B301 : Développement du logiciel comptable pour les comm (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : A la fin de la phase I, une étude a permis d'élaborer un cahier de charges en vue de l'informatisation des communes. Les conclusions de cette étude faisaient état d'une absence de logiciel qui puisse correspondre aux besoins précisés dans le cahier des charges. Au cours du 3ème trimestre, le PNDP a été saisi par des partenaires de l'Association Internationale des Maires de la Francophonie (AIMF) qui ont implémenté avec succès à la communauté urbaine de Douala, le logiciel de gestion communale dénommé SIM_ba. A la suite de cette présentation, et compte tenu des réserves de l'étude du cabinet Albatross par rapport au logiciel SIM_ba, une mission organisée par le PNDP et à laquelle ont pris part le CENADI, le MINATD, MINFI et les CVUC s'est rendue à la CUD pour échanger avec les utilisateurs de SIM_ba. Les conclusions de la mission font état d'une adéquation à 50 % environ entre les fonctionnalités de SIM_Ba et le cahier des charges de SIM_BA

B302 : Opération pilote déploiement logiciel dans 30 comm (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Cette activité qui est liée à la disponibilité d'un logiciel comptable pour les communes n'a pas pu être menée.

B401 : Format° OAL et équipes pluridisciplin communes (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : La formation des OAL a été précédée par une formation des responsables régionaux de la formation. La formation des OAL a eu lieu dans toutes les régions par la suite. Tous, les OAL des listes restreintes ont été formés à l'exception de l'Extrême Nord pour des raisons de logistique

B403 : Format° Commiss° Communales marché/convent° ARMP (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Une convention a été signée avec l'ARMP en vue de la formation des communes sur les procédures simplifiées. Dans le cadre de cette convention, toutes les commissions communales de passation des marchés ont été formées au cours des ateliers régionaux qui se sont déroulés de manière successive dans toutes les régions.

B405 : Actualisation du manuel du praticien des appuis (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Sous la houlette du MINEPAT, un Guide de planification régionale et local a été élaboré de manière participative avec l'ensemble des acteurs qui interviennent dans le développement. La première version du Guide a fait l'objet d'une vulgarisation sur l'étendue du territoire national. Sur la base de ce guide, le PNDP a élaboré une check list qui déroule les étapes de la planification dans le cadre du PNDP.

B406 : Format° et diff des plans types et des réf des ouv (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Au cours du 3ème trimestre, un atelier de formation des cadres chargés des infrastructures a eu lieu du 04 au 10 octobre 2010. Il est prévu que les autres acteurs notamment les sectoriels et les maires soient également formés ou imprégnés sur ces normes et référentiels.

DIFFICULTES : Au cours de l'atelier de formation des CCI, il a été constaté que le rapport du consultant devrait être mis sous une forme directement exploitable par les cadres. Avant d'envisager la soumission au CNOP pour validation par les secrétaires Généraux

B407 : Appui aux communes pour la promotion de leurs PCD (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Une séance de travail a eu lieu avec Hope Finance, société qui a pour objectif la canalisation des ressources (financière, technique et matérielle) de la diaspora pour soutenir le développement local. A cette réunion où Hope finance était représenté par son PDG et l'un de ses collaborateurs, les grandes pistes explorées ont été la possibilité de définir un partenariat avec Hope finance en vue d'offrir aux communes de la zone d'intervention du PNDP une opportunité pour présenter leurs besoins présentés dans leur PCD à leur diaspora. A l'issue de cette rencontre, où les 2 structures ont échangé l'une et l'autre sur leur mode d'intervention, il a été convenu que Hope Finance fasse part au PNDP d'une proposition de partenariat. Au cours du mois de décembre, une convention a été signée entre Hope et le PNDP en vue de la mise en œuvre des activités liées à la promotion des PCD.

B501 : Appui au MINATD (renf capa acteurs Décentralisat° (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Le PNDP a été associé à un programme de sensibilisation et de diagnostic organisé par le MINATD pour définir un plan de formation des communes, selon le planning suivant : Du 05 au 09 juillet à Garoua ; du 12 au 16 juillet à Yaoundé ; du 19 au 23 juillet à Buéa et du 26 au 31 juillet à Bafoussam.

B502 : Appui au MINEPAT (processus du dév locale et Rég) (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Dans le cadre de l'appui au MINEPAT dans le processus de développement local, la vulgarisation du Guide de planification régionale et locale, une série d'atelier a été organisé par le MINEPAT avec l'appui technique et financier du PNDP. Ces ateliers se sont déroulés selon le calendrier ci dessous

Bertoua : Septembre 2009

Buéa : du 21 au 23 avril 2010

Bafoussam : 06 au 08 mai 2010

Maroua : 24 au 25 septembre 2010.

A l'issue de ces formations, il a été convenu que le Guide soit révisé avant la production de la deuxième édition pour tenir compte des observations et commentaires recueillis lors des ateliers de vulgarisation.

Un atelier de relecture du guide s'est tenu à Mbalmayo en novembre 2010 et a permis de discuter certains aspects du Guide qui devront faire l'objet d'amélioration.

B503 : Format° communes sur gestion communale (CEFAM) (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Le processus de formation des communes sur la gestion communale a démarré par la préparation et la signature d'une convention avec le CEFAM, Institution dédiée à la formation des magistrats municipaux et personnels communaux. Les thèmes des formations et le calendrier de réalisation se déclinent ainsi qu'il suit : (i) pratiques budgétaires volet recette (Est:15-19 nov, Littoral:22-26 nov, Nord-Ouest:15-19 nov, Sud-Ouest:22-26 nov); (ii) pratiques budgétaires volet dépenses (Est:29 nov-03 dec, Littoral:6-10 déc, Nord-Ouest:29 nov -3 déc, Sud-Ouest:6-10 déc); (iii) gestion du patrimoine (Est:10-14 janv 2011, Littoral:17-21 jan 2011, Nord-Ouest:10-14 janv 2011, Sud-Ouest:17-21 janv 2011); (iv) comptabilité communale (Est:24-28 janv 2011, Littoral:31 janv-04 fev 2011, Nord-Ouest:24-28 janv 2011, Sud-Ouest:31 janv -4 fev 2011)

B506 : Autres formations des sectoriels & acteurs divers (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Dans le cadre de cette activité, plusieurs ateliers ont été organisés, notamment pour la préparation des ateliers d'imprégnation, de formation des formateurs des OAL, relecture des rapports de consultants etc.

C206 : Fonctionnement comité national suivi mise en œuvre PDPP (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Le comité n'a pas tenu de réunion au cours de cette année en raison des activités liées à la 2ème phase.

C207 : Fonctionnement de la Commiss° Spéciale des Marchés (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : En dépit de la validation assez tardive (juin 2010) du plan de passation des marchés, La commission spéciale des Marchés du PNDP a régulièrement fonctionné tout au long de cette année. Le plan de passation des marchés a été exécuté à plus de 75% et les dossiers ont été classés dans les locaux de la CNC. La base TOMMARCHE a été mise en jour pour assurer un meilleur suivi desdits marchés.

C208 : Fonctionnement du CNOP (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Au cours du semestre écoulé, une session du CNOP s'est tenue au cours du mois de février 2010. Cette session était consacrée à la validation du rapport d'activité 2009 et du PTBA 2010. Le Compte rendu de cette session a été élaboré et transmis aux membres pour observations avant sa finalisation.

DIFFICULTES : La tenue d'un minimum de 2 sessions par an est difficile à cause des agendas assez chargés.

C209 : Réunions coordination des unités de gestion (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : La Cellule Nationale de coordination a tenu de manière régulière ses réunions de coordination

DIFFICULTES : Les réunions généralement prévues le lundi se sont tenues parfois en milieu de semaine à cause des programmes très contraints.

C301 : Atelier national/régional de programmation (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Un atelier de consolidation des PTBA 2011 s'est déroulé au cours de novembre 2010. Parallèlement un projet de budget qui s'arrime avec le plan de décaissement contenu dans l'accord de financement signé entre le Gouvernement et la Banque mondiale a été élaboré et transmis à la DGCOOP en préparation des inscriptions budgétaires. Au cours de la mission de supervision conjoint bailleurs - gouvernement, le PTBA 2011 consolidé par le PNDP a été examiné et approuvé par les partenaires notamment la Banque mondiale. La version actuelle sera soumise à la prochaine session du CNOP qui interviendra probablement au cours du mois de janvier 2011.

C302 : Atelier national de revue, bilan et prog semest (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Cet atelier n'a pas eu lieu au cours de cette année.

DIFFICULTES : Les activités de la phase II ont démarré relativement tard.

C303 : Elaboration/actualisation plan de format° PNDP (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Les travaux d'élaboration des plans régionaux ont été amorcés et transmis à la CNC. Il est prévu qu'un atelier de consolidation soit organisé pour consolider et élaborer un plan national de formation et un programme annuel de formation.

C304 : Atelier d'élaboration du chronogramme activités (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Cet atelier s'est déroulé à Kribi du 06 au 12 juin 2010 et a permis outre la formation des cadres du suivi évaluation des nouvelles régions de mettre à jour les bases de données Tecpro et Tomprojet.

Un second atelier s'est tenu à la CNC du 27 au 31 décembre 2010 pour mettre à jour les bases et préparer les rapports d'activités annuels.

C305 : Atelier national sur les procédures (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Un atelier sur les procédures à l'intention des comptables du PNDP s'est tenu à Mbalmayo et a permis de former tous les comptables recrutés dans le cadre de la 2ème phase du PNDP conformément aux conditionnalités de la Banque mondiale pour la mise en vigueur.

RECOMMANDATIONS : Cette formation devra être étendue à tout le personnel pour permettre à l'ensemble du personnel une meilleure appropriation des procédures.

C306 : Missions de supervision (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Une mission de supervision de la CNC s'est déroulée au cours 3ème trimestre 2010. Cette mission a permis d'apporter un appui aux cellules régionales dans la mise en œuvre de leurs activités. Des aide-mémoires ont été produits et transmis aux CRC pour suivi des recommandations

DIFFICULTES : La systématisation des missions de supervision des régions n'a pas été possible.

RECOMMANDATIONS : Une nouvelle approche de supervision des régions doit être définie pour accompagner les équipes régionales.

C307 : Missions d'inspection financière (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Au cours du mois d'août 2010, la cellule administrative et financière de la CNC a organisé une mission d'inspection financière dans les 10 cellules régionales. A l'issue de ces missions, des recommandations ont été formulées et formalisées par une note du coordonnateur national.

C308 : Elaboration des rapports périodiques (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Les rapports d'activités ont été régulièrement produits (trimestriels, semestriel et annuel).

DIFFICULTES : La diffusion du rapport d'activité n'a pas toujours été très large.

RECOMMANDATIONS : Une liste de diffusion doit être élaborée et le rapport doit systématiquement être envoyé à ces partenaires.

C309 : Mise à Jour des logiciels (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Au cours de cette année, les échanges avec le cabinet TOMATE ont permis de définir les spécifications des logiciels de la phase II. Il a été retenu qu'un noyau intégré contenant les logiciels du suivi technique, financier et de passation des marchés soit développé par TOMATE. En sus un logiciel permettant la gestion des allocations et des activités des communes sera élaboré en version SQL Server. Les logiciels Tompaie et Tomstock seront également développés.

Un chronogramme d'exécution avec le consultant a été convenu et il est prévu que le premier trimestre 2010 soit consacré à l'installation et la formation des cadres sur les logiciels financiers qui seront disponibles à cette date.

C402 : Audit financier des comptes du projet (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Le cabinet Pricewaterhouse a été retenu pour réaliser l'audit des comptes du programme pour l'exercice 2009. Il a été convenu avec les autres bailleurs, notamment la coopération allemande, que ce même cabinet auditera tous les financements du Programme y compris celui de la KfW.

Le processus de recrutement du cabinet qui devra auditer les comptes pour l'exercice 2010 est en cours.

C403 : Audit technico-fin sur base d'échantillon (annuel) (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Cette activités qui fait partie des actions prescrites dans le document d'évaluation de la phase 2 a démarré mais n'a pas pu être conduite jusqu'à terme au cours de cette année. Des TDR ont été élaborés et transmis à la Banque mondiale pour avis de non objection. Des échanges ont eu lieu avec la Banque qui a envoyé un prototype de TDR d'une étude similaire faite dans un autre pays. Les adaptations sont en cours en vue de la finalisation de ces TDR pour engager la procédure de passation des marchés.

C404 : Evaluation d'impact (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Dans le cadre de l'évaluation d'impact, les TDR de la situation de référence du PNDP 2 ont été élaborés. L'option prise a été de signer une convention avec l'Institut National de Statistique pour la réalisation de cette étude. Un projet de TDR a été élaboré et transmis à la Banque mondiale avec laquelle les échanges se poursuivent en vue de la finalisation du processus.

C405 : Missions d'audit financier interne (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : L'audit interne a réalisé plusieurs missions au cours de cette année notamment dans la région du centre. Ces missions ont concerné :

1. La commune de Elig-Mfomo en vue de la liquidation du paiement de la facture de l'OAL ayant accompagné la commune dans l'élaboration de son PCD, et la finalisation du microprojet de construction des salles de classe.

2. La commune de Deuk, pour auditer le mouvement d'un compte conjoint sur la seule signature de l'ex-coordonnateur régionale du Centre.

L'audit interne s'est également penché sur :

(i) Le dossier de M. BIYO'O AWOE ex-comptable à la CNC qui a été licencié;

(ii) Le dossier de M. Ambela Foumena, ex-coordonnateur du Centre dont le contrat n'a pas été renouvelé à la 2ème phase;

(iii) Le dossier "fondation Kanga" relatif à la fourniture des livres dans la commune de Akono. Le cheque déposé comme gage pour 12 000 000 FCFA à la CNC par le prestataire et non encore encaissé a été renouvelé à la CNC. Le prestataire a été convoqué et une séance de travail s'est tenue le 11/06/2010.

C406 : Eval mise en œuvre plan de dév peuplés pygmées (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Une étude initiée en 2009, a été lancée pour réaliser une évaluation d'impact socio environnemental qui inclut la mise en œuvre du plan de développement des peuples pygmées.

RECOMMANDATIONS : L'exécution des recommandations de cette étude doit être enclenchée en vue d'une meilleure mise en œuvre de cette opération.

C407 : Evaluation socio-environnementale (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Une étude initiée en 2009, a été lancée pour réaliser une évaluation d'impact socio environnemental.

RECOMMANDATIONS : Suivre les recommandations de cette étude.

C408 : Définit° critères et appui au COMES (éval PCD) (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Au cours de l'atelier de préparation de la formation des formateurs des OAL, des critères d'appréciation des OAL ont été discutés et finalisés. Par ailleurs, le MINEPAT a engagé en collaboration avec le PADDL, un atelier portant sur l'évaluation de la qualité des PCD.

RECOMMANDATIONS : Une mise en commun de ces différentes actions devra être faite et partagée avec la Banque mondiale en vue de la définition de critères fiables qui seront acceptés par les différents partenaires du Programme notamment la Banque mondiale

C501 : Ateliers de lancement du PNDP-II (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : L'atelier national de lancement officiel du PNDP-2, s'est tenu le 04 mai 2010 sous la patronage du MINEPAT.

C502 : Actualisation d'un plan de communication (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Les TDR en vue de l'élaboration d'un plan de communication ont été élaborés. Au cours de la mission de supervision conjointe, les aspects devant faire l'objet d'une révision ont été identifiés et des propositions ont été faites. Le nouveau plan de communication devrait être axé sur la communication pour le développement

C514 : Traduction des documents (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Un assistant en communication a été recruté et affecté entre autres à la traduction des documents.

C516 : Couverture médiatique des activités (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Les activités de la CNC ont été régulièrement couvertes par les médias.

C601 : Atelier national d'imprégnation (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Un atelier d'imprégnation du personnel du PNDP s'est tenu du 11 au 21 avril 2010. Au cours de cet atelier auquel à pris part tout le personnel du Programme, des exposés sur des aspects techniques et des aspects liés aux procédures de mise en œuvre de la 2ème phase du Programme ont été présentés pour rendre opérationnel les différences équipes mises en place dans le cadre de la 2ème phase.

C603 : Atel sur politiques sauvegarde socio-env (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Des ateliers interrégionaux ont été organisés en vue de la formation des acteurs impliqués dans les aspects socio-environnementaux de la mise en œuvre du Programme. Cet atelier a permis ainsi de former des DR et DD du MINEP, du MINAS et du MINADF ainsi que le personnel du Programme.

C604 : Format°spécifiques, voy d'échange à l'étranger (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Trois voyages à l'étranger ont été organisés au profit des cadres du Programme aussi bien au niveau national que régional. Il s'agit de :

- Formation du RFDC à Paris/France sur l'Ingénierie territoriale et élaboration du PCD en Novembre 2010
- Formation du CR-SUD à Marseille/France sur l'aménagement urbain en Octobre 2010
- Formation de SSE et ACPT à Kinshasa/RDC sur le leadership et management en Août 2010

- Voyage d'échange de SSE, CR-NO, CR-AD, RRSE-AD et RRFDC-NO sur les pratiques GDT et développement local en Mars 2010 à Ouagadougou/Burkina Faso.

C605 : Formations spécifiques à l'intérieur du pays (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : - Formation de l'ASPMJ et Agent de Courrier sur le leadership et management à Yaoundé

C701 : Aménagement réfection des bureaux (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Une étude a été menée en vue de l'extension des bureaux de la CNC. Les conclusions de l'étude ont été partagées avec le propriétaire du local qui a donné son accord de principe. La modalités d'amortissement de l'investissement sont en cours de négociation. Parallèlement, l'une des salles de conférence a été cloisonnée pour augmenter le nombre de bureaux de la CNC.

DIFFICULTES : Le montant qui ressort de l'étude technique de cette réfection, est suffisamment élevé. La question de l'amortissement de cet investissement dans un immeuble privé a été abordée. Des négociations ont été faites avec propriétaires de l'immeuble sur les modalités d'amortissement de l'investissement qui sera menée.

C702 : Achat de matériel, équipements et mobilier bur (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Les mobiliers et matériels de bureau constitués de Bureaux, de tables, armoires et chaises de réception ont été acquis pour équiper les bureaux de la CNC et des cellules régionales.

C703 : Achat matériel informatique et de reprographie (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Le processus d'achat du matériel informatique a abouti à l'attribution du marché à CFAO Technologie. Le planning de livraison qui accuse un retard, prévoit que le matériel sera disponible dans les différentes unités en janvier 2011.

C705 : Achat de véhicules (01 - Siège)

ETAT D'AVANCEMENT : Les 11 véhicules et 15 motos commandées ont été livrés à Douala par UNOPS. Les processus de dédouanement est en cours. Deux autres véhicules ont été acquis pour la CNC et les autres commandes liées à la disponibilité des fonds de l'Etat ont été effectués pour l'acquisition de 9 véhicules supplémentaires.

3.3.5. Bilan détaillé Extrême Nord

3.3.6. Bilan détaillé Littoral

3.3.8. Bilan détaillé Ouest

3.3.9. Bilan détaillé Sud

3.3.10. Bilan détaillé Sud Ouest

3.4. Tableau détaillé des microprojets PNDP & PGDT

3.5. Tableau de suivi de paiement des allocations

N°	REGIONS	Libellé	Date sortie OP	Montant
1	CENTRE	COMMUNE DE , LOBO (CE)	25/08/2010	29 650 000
2	CENTRE	COMMUNE DE Biyouha (CE)	25/08/2010	25 190 000
3	CENTRE	COMMUNE DE, Edjendoua (CE)	25/08/2010	26 180 000
4	CENTRE	COMMUNE DE, Mbyo (CE)	25/08/2010	29 990 000
5	CENTRE	COMMUNE DE Nkolmetet (CE)	25/08/2010	32 030 000
6	CENTRE	COMMUNE DE, Makene (CE)	25/08/2010	25 850 000
7	CENTRE	COMMUNE DE NKOTENG CENTRE	06/09/2010	27 830 000
8	CENTRE	COMMUNE DE NSEM CENTRE	06/09/2010	26 840 000
9	CENTRE	COMMUNE DE BIKOK CENTRE	06/09/2010	34 260 000
10	CENTRE	COMMUNE DE MESSONDO CENTRE	06/09/2010	32 710 000
11	CENTRE	COMMUNE DE YOKO CENTRE	06/09/2010	33 730 000
12	CENTRE	COMMUNE DE KOBDOMBO CENTRE	28/09/2010	31 010 000
13	CENTRE	COMMUNE DE NGOMEDZAP CENTRE	16/09/2010	33 760 000
14	CENTRE	COMMUNE DE NKOLAFAMBA CENTRE	16/09/2010	33 730 000
15	CENTRE	COMMUNE DE LEMBE YEZOUM CENTRE	16/09/2010	30 840 000
16	CENTRE	COMMUNE DE MBANKOMO CENTRE	16/09/2010	35 160 000
17	CENTRE	COMMUNE DE BOKITO	16/09/2010	31 010 000
18	CENTRE	COMMUNE D'OKOLA	28/09/2010	36 060 000
19	CENTRE	COMMUNE D'AYOS		34 360 000
23	EST	commune de KETTE/PNDP-EST	22/07/2010	31 780 000
24	EST	commune de MOULOUNDOU/PNDP-EST	22/07/2010	26 925 000
25	EST	COMMUNE DE DIMAKO EST	25/08/2010	30 475 000
26	EST	COMMUNE DE MESSOK EST	25/08/2010	29 610 000
27	LITTORAL	COMMUNE DE NDOBIAN LITTORAL	25/08/2010	29 700 000
28	LITTORAL	COMMUNE DE , MANJO (Lit)	25/08/2010	30 040 000
29	NORD-OUEST	BAFUT COUNCIL NORD OUEST	25/08/2010	28 410 000
30	NORD-OUEST	WIDIKUM-BOFFE COUNCIL NORD OUEST	25/08/2010	32 290 000
31	NORD-OUEST	BELO COUNCIL NORD OUEST	25/08/2010	30 930 000
32	NORD-OUEST	NDU COUNCIL NORD OUEST	25/08/2010	27 420 000
33	NORD-OUEST	KUMBO COUNCIL NORD OUEST	25/08/2010	31 950 000
34	NORD-OUEST	WUM COUNCIL NORD OUEST	25/08/2010	27 420 000
22	NORD-OUEST	COMMUNE DE BABESSI BAMENDA	25/08/2010	23 130 000
35	OUEST	commune de GALIM/PNDP-OUEST	22/07/2010	32 260 000
36	OUEST	commune de MALENTOUEN/PNDP-OUEST	22/07/2010	28 926 667
37	OUEST	commune de MBOUDA/PNDP-OUEST	22/07/2010	39 788 986
38	OUEST	commune de BAFOUSSAM/PNDP-OUEST	22/07/2010	27 093 333
39	OUEST	commune de TONGA/PNDP-OUEST	22/07/2010	27 926 667
40	OUEST	commune de DSCHANG/PNDP-OUEST	22/07/2010	38 919 420
41	OUEST	commune de BANDJOUN/PNDP-OUEST	22/07/2010	30 760 000

N°	REGIONS	Libellé	Date sortie OP	Montant
42	OUEST	commune de FONGO-TONGO/PNDP-OUEST	22/07/2010	33 760 000
43	OUEST	COMMUNE DE, MAGBA (Ouest)	25/08/2010	28 426 667
44	OUEST	COMMUNE DE FOUMBAN OUEST	16/09/2010	39 760 000
17	SUD	COMMUNE D'EFOULAN EBOLOWA	25/08/2010	31 745 000
18	SUD	COMMUNE D'AMBAM EBOLOWA	25/08/2010	36 060 000
19	SUD	COMMUNE DE BIWONG BULU EBOLOWA	25/08/2010	32 540 000
20	SUD	COMMUNE D'OVENG EBOLOWA	25/08/2010	30 720 000
21	SUD	COMMUNE DE LOKOUNDJE EBOLOWA	25/08/2010	33 000 000
45	SUD-OUEST	COMMUNE DE YUMOJOCK SUD-OUEST	16/09/2010	29 242 000
46	SUD-OUEST	COMMUNE DE MENJI SUD-OUEST	16/09/2010	34 120 000
47	SUD-OUEST	COMMUNE DE BAMUSSO SUD-OUEST	16/09/2010	28 700 000
48	SUD-OUEST	COMMUNE DE MBONJE SUD-OUEST	16/09/2010	37 720 000
49	SUD-OUEST	COMMUNE DE TOMBEL SUD-OUEST	21/09/2010	29 620 000
50	SUD-OUEST	COMMUNE DE TIKO SUD-OUEST	21/09/2010	28 124 500
	TOTAL			1 649 483 240